

Transports

♦ **Troisième paquet ferroviaire** : La Commission a adopté le 3 mars plusieurs textes prévoyant l'ouverture à la concurrence du transport international de passagers d'ici 2010 : une Communication "poursuivre l'intégration du système ferroviaire européen"; des propositions de directive du Parlement et du Conseil modifiant la directive 91/440 relative au développement des chemins de fer communautaire ; relative à la certification du personnel de bord assurant la conduite de locomotives et de trains sur le réseau ferroviaire de la Communauté ; concernant les compensations en cas de non-respect des exigences de qualité contractuelles applicables aux services de fret ferroviaire ; sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires internationaux. Nous reviendrons sur ces importants projets qui semblent relever d'une poursuite de la fuite en avant libéralisatrice, sans évaluation au fur et à mesure des effets des mesures précédentes.

♦ **Conseil transport** : le Conseil du 9 mars dernier a examiné, notamment :

- Ce troisième paquet ferroviaire : seul le Luxembourg continue à s'opposer à cette libéralisation et demande que la Commission réalise d'abord l'étude d'impact prévue dans le premier paquet ferroviaire entré en vigueur en mars 2003. La France a infléchi sa position et s'est déclarée partisan "d'une certaine ouverture du trafic international de passagers dès lors qu'elle s'effectuerait dans le respect du service public et de la sécurité".

- Galileo : Le Conseil a demandé à l'entreprise commune qui gère la phase de développement du programme de se prononcer sur les offres reçues pour la concession du système d'ici fin septembre (voir également bulletin 147).

- Tarification des infrastructures routières : Le Conseil n'a pas réussi à dégager un accord sur la proposition de directive relative à la tarification des infrastructures routières présentée par la Commission en juillet 2003 (voir bulletin 134/135). L'affectation des ressources issues des péages a constitué le principal point d'achoppement. La Commission propose d'affecter toutes les ressources aux infrastructures de transport, mais certains Etats voudraient n'affecter que la majoration des péages dans les zones particulièrement sensibles, le reste des recettes étant utilisé pour d'autres projets.

♦ **Aides d'Etat au transport routier** : La Commission a décidé, le 9 mars dernier, d'étendre les règles dites "*de minimis*" au secteur du transport routier pour les aides d'Etat n'excédant pas un maximum de 10 000 euros par entreprise sur trois ans. Les seules aides qui devront continuer à être notifiées et autorisées préalablement par la Commission sont celles pour l'acquisition de matériel roulant.

♦ **Aides publiques aux compagnies aériennes à bas prix** : L'Assemblée de Régions d'Europe (ARE) a envoyé une lettre à la présidence irlandaise pour lui demander d'organiser une discussion sur le contenu des lignes directrices européennes sur les aides publiques accordées par les aéroports régionaux aux compagnies aériennes à bas prix que la Commission a l'intention d'établir.

Transport

♦ **Third railways package**: On 3rd March the Commission adopted several texts envisaging the opening to the competition of the international passengers transport by 2010: a Communication "continuing the integration of the European railways system"; directive proposals from the Parliament and the Council modifying directive 91/440 on the development of Community railways; concerning the licensing of the crew ensuring the control of engines and trains on the Community's railway network; concerning compensations in the event of non-observance of the contractual quality requirements applicable to railway freight services; on the rights and obligations of international railway passengers. We shall re-examine these important issues which appear to be kind of an unrestrained liberalisation pursuit, without a progressive assessment of the effects of preceding actions.

♦ **The transport Council**: The transport Council of 9th March examined, in particular:

- The third railways package: only Luxembourg continues to be opposed to this liberalisation and is asking the Commission to first carry out the study of the impact as envisaged in the first railways package, which became effective from March 2003. France softened its position and declared itself to be in favour "of some sort of opening of the international passengers traffic as long as it is carried out in the respect of the public service and of safety".

- Galileo: The Council asked the joint undertaking which is currently managing the development phase of the program to come up with a decision on the received offers for the concession of the system by the end of September (see also bulletin 147).

- Charges for road infrastructures: The Council failed to reach an agreement on the proposal for a directive on charges for road infrastructures presented by the Commission in July 2003 (see bulletin 134/135). The allocation of resources obtained from tolls constituted the main point of disagreement. The Commission is proposing to assign all the resources to transport infrastructures, however some States would like to allocate only the surcharge from the tolls to particularly sensitive zones, the remainder of the receipts being used for other projects.

♦ **State aid to road transport**: On 9th March the Commission decided to extend the so called "*de minimis*" regulations to the road transport sector for State aid not exceeding a maximum of 10 000 euros per company over a period of three years. The only aid which would continue to require prior notification to and authorisation by the Commission are those concerning the acquisition of rolling stock.

♦ **Government aid to low price airline companies**: The Assembly of the Regions of Europe (ARE) sent a letter to the Irish presidency asking it to organize a discussion on the content of the European guidelines on government aid granted by the regional airports to low price airline companies, which the Commission plans to establish.

SIG : aides d'Etat et compensations

Outre les 2 propositions adoptées par la Commission (bulletin 146), la DG Concurrence vient de mettre sur son site internet une proposition d'"encadrement communautaire des aides d'Etat sous forme de compensation de service public". Nous reviendrons sur l'ensemble de ces propositions.

Coopération avec la société civile

Lors de sa conférence des 8 et 9 mars derniers "Démocratie participative et Constitution européenne", du Comité économique et social européen (CESE), Jean-Michel Bloch-Lainé a présenté son rapport sur la "coopération structurée avec les organisations et réseaux européens de la société civile" (CESE 1498/2003 fin id, 10 février 2004). Ce rapport préconise la mise en place pour deux ans d'un dispositif expérimental : un "groupe de liaison avec les organisations et réseaux européens", composé de dix membres du CESE et d'une vingtaine d'organisations et réseaux européens représentatifs de la société civile.

Cour de justice

Dans un arrêt C-320/02, rendu à titre préjudiciel, la Cour précise et limite les catégories de personnes aptes à introduire une procédure de recours contre l'attribution d'un marché public. Dans sa décision du 12 février dernier, la Cour dit qu'un prestataire de service qui n'a pas participé à la procédure d'adjudication et n'a exercé un recours qu'après l'adjudication, ne peut introduire un recours.

En l'occurrence, l'entreprise Grossmann Air Service (Autriche) avait répondu à un premier appel d'offres qui avait été annulé, mais pas au deuxième. L'entreprise avait demandé l'annulation de la décision du pouvoir adjudicateur, estimant que l'appel d'offres avait été conçu, dès le départ, pour ne convenir qu'à un seul soumissionnaire.

Précisons que la Commission européenne revoit en ce moment les deux directives relatives aux procédures de recours en matière de marché public : un processus de consultation a été lancé en octobre 2003, dont les résultats devraient être publiés en mai prochain.

Attention : changement de date

19 mai : une politique européenne pour les SIG

Le CELSIG organise, le 19 mai prochain, au Comité économique et social européen, à Bruxelles, une journée sur "Services d'intérêt général et cohésions : une politique européenne pour les services d'intérêt général".

La journée comportera deux parties, la première sera consacrée à la question du financement des SIG, la seconde à la question d'une politique européenne des SIG.

Les débats se termineront par un "Appel aux candidats aux élections européennes".

Le programme complet sera présenté dans le prochain bulletin.

SIG : State aid and compensations

In addition to the 2 proposals adopted by the Commission (bulletin 146), the Competition DG has just put on its Internet site a proposal for "Community organisation of State aid in the form of compensation for public service". We shall re-examine all these proposals.

Co-operation with the civil society

During the conference of the European Economic and Social Committee (EESC), on "Participative Democracy and European Constitution" held on 8 and 9 March, Jean-Michel Bloch-Lainé presented his report on "structured co-operation with European organizations and networks of the civil society" (EESC 1498/2003 fin id, February 10, 2004). The report recommends the setting up of an experimental structure, for a two year period: a "group of liaison with European organizations and networks", composed of ten members from the EESC and twenty European organizations and networks, representative of the civil society.

The Court of Justice

In a judgement C-320/02 passed purely as a preliminary ruling, the Court specifies and limits categories of persons that would qualify to introduce an appeal procedure against the attribution of a public procurement. In its decision of 12th February, the Court says that a service provider who did not take part in the tender awarding procedure and exerted an appeal only after the awarding, cannot launch an appeal.

Thus, the Grossmann Air Service company (Austria) had responded to the first invitation to tender which was then cancelled, but did not do so to the second invitation. The company had asked for the cancellation of the decision of the awardee's power, considering that the invitation to tender had been tailored, right from the start, to fit only one tender.

It should be noted that the European Commission is at present re-examining the two directives on appeal procedures concerning public procurement: a consultation process was launched in October 2003, its results should be published in May.

Caution : the date has changed

19 May: A European policy for SIG

CELSIG will, on 19 May 2004, organise a workshop at the European Economic and Social Committee in Brussels, on "Services of general interest and cohesions: A European policy for services of general interest".

The workshop will be divided into two parts, the first will be devoted to the question of funding SIG, the second will be on the question of a European policy for SIG.

Debates will end with a "Call to candidates in the European elections".

The final program will be presented in the next bulletin.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.